

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

VLAAMSE OVERHEID

N. 2007 — 865 (2007 — 318)

[C — 2007/35269]

27 OKTOBER 2006. — Décret betreffende de bodemsanering en de bodembescherming. — Erratum

Het genoemde decreet werd gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 22 januari 2007, bladzijde 2579-2602.

De datum van bekrachtiging, afkondiging en ondertekening moet echter « 27 oktober 2006 » luiden in plaats van « 20 oktober 2006 ».

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

F. 2007 — 865 (2007 — 318)

[C — 2007/35269]

27 OCTOBRE 2006. — Décret relatif à l'assainissement du sol et à la protection du sol. — Erratum

Le décret susvisé a été publié au *Moniteur belge* du 22 janvier 2007, pages 2579-2602.

La date de sanction, de promulgation et de signature doit être « 27 octobre 2006 » au lieu de « 20 octobre 2006 ».

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 866

[C — 2007/29009]

8 DECEMBRE 2006. — Décret visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Généralités*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

- 1° « Gouvernement » : le Gouvernement de la Communauté française;
- 2° « Conseil supérieur » : le Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air instauré par le décret du 23 décembre 1988 instituant le Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air auprès de l'Exécutif de la Communauté française;
- 3° « Sportif(ve) » : personne physique affiliée à un cercle qui se prépare en vue d'une activité sportive ou qui y participe;
- 4° « Membre » : personne physique affiliée, par l'intermédiaire d'un cercle, à une fédération ou une association telle que définie aux 8°, 9° et 10°;
- 5° « Cercle » : association de membres affiliée à une fédération ou une association telle que définie aux 8°, 9° et 10°;
- 6° « Cadre administratif » : personnes employées à des fonctions de direction, de gestion ou de secrétariat;
- 7° « Cadre sportif » : personnes employées à des fonctions pédagogiques, techniques ou d'organisation sportive;
- 8° « Fédération sportive » : toute association de cercles qui vise tant l'organisation du sport pour tous que du sport de haut niveau et qui, à ce titre, a pour buts de :
 - a) Promouvoir la pratique sportive dans toutes ses composantes;
 - b) Contribuer par ses activités à l'épanouissement et au bien-être physique, psychique et social de ses membres;
 - c) Favoriser la participation à des activités sportives;
 - d) Contribuer au développement de programmes de détection, de perfectionnement et de suivi des sportifs qui présentent des potentialités qui permettent d'augurer des résultats significatifs à l'occasion des Jeux olympiques d'été ou d'hiver, des Championnats du Monde, d'Europe ou de toutes autres compétitions de haut niveau.
- 9° « Fédération sportive de loisirs » : toute association de cercles dont la principale mission est d'assurer l'organisation et le développement du sport pour tous et qui, à ce titre, a pour buts de :
 - a) Promouvoir la pratique sportive de loisirs;
 - b) Contribuer par ses activités à l'épanouissement et au bien-être physique, psychique et social de ses membres;
 - c) Favoriser la participation à des activités sportives, en dehors de tout sport de haut niveau.

10° « Associations sportives » : toute association qui vise à coordonner des activités sportives multidisciplinaires destinées à des personnes présentant des spécificités communes tout en participant au développement et à l'organisation de ces activités et qui, à ce titre, a pour buts de :

- a) Promouvoir la pratique sportive de loisirs;
- b) Contribuer par ses activités à l'épanouissement et au bien-être physique, psychique et social de ses membres;
- c) Favoriser la participation à des activités sportives, en dehors de tout sport de haut niveau excepté pour l'association visée à l'article 25, 1°.

11° « Sport scolaire » : ensemble des activités sportives organisées, en dehors des programmes des cours, par les fédérations sportives scolaires, à l'attention des élèves des enseignements fondamental et secondaire et qui ont pour buts de :

- a) Contribuer à leur épanouissement physique, psychique et social;
- b) Susciter leur intérêt pour une pratique sportive dans le milieu associatif extrascolaire.

12° « Fédération sportive scolaire » : association existant dans chacun des réseaux d'enseignement et mettant en oeuvre des activités sportives à l'attention des élèves des enseignements fondamental et secondaire, en-dehors des programmes de cours et qui permet de répondre aux buts visés au 11°;

13° « Sport dans l'enseignement supérieur » : ensemble des activités sportives organisées, en dehors des programmes de cours, à l'attention des étudiants inscrits dans une institution universitaire visée par le décret de la Communauté française du 5 septembre 1994 ou dans un établissement d'enseignement supérieur artistique visé par la législation en vigueur en Communauté française ou une haute école visée par le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles et qui ont pour buts de :

- a) Contribuer à leur épanouissement physique, psychique et social;
- b) Susciter leur intérêt pour une pratique sportive régulière.

14° « Centre sportif dans l'enseignement supérieur » : centre sportif organisé par une institution universitaire visée par le décret de la Communauté française du 5 septembre 1994 ou par un établissement d'enseignement supérieur artistique visé par la législation en vigueur en Communauté française ou une haute école visée par le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, créé, animé et géré par des personnes privées et qui permet de répondre aux buts visés au 13°.

CHAPITRE II. — Des droits et obligations généraux des cercles et de leurs membres

Section I^{re}. — De la lutte contre le dopage

Art. 2. Les cercles incluent dans leurs statuts ou règlements les dispositions prévues par la législation et la réglementation en vigueur en Communauté française relatives à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention.

Art. 3. Chaque cercle fait connaître à ses membres ainsi que, le cas échéant, aux représentants légaux de ceux-ci, les dispositions statutaires ou réglementaires de la fédération ou de l'association sportive en ce qui concerne le règlement spécifique de lutte contre le dopage visé à l'article 15, 20°.

Section II. — De la sécurité

Art. 4. Les cercles prennent les mesures pour assurer la sécurité de leurs membres, des accompagnateurs, des spectateurs ou de tout autre participant lors des activités qu'ils organisent. Ces mesures concernent tant les équipements utilisés que les conditions matérielles et sportives d'organisation.

Section III. — Des droits et des devoirs des cercles et des sportifs

Art. 5. Les cercles informent leurs membres ainsi que, le cas échéant, les représentants légaux de ceux-ci, des dispositions statutaires ou réglementaires de la fédération ou de l'association en ce qui concerne le code d'éthique sportive et le code disciplinaire visés à l'article 15, 19°.

Art. 6. Les cercles tiennent à la disposition de leurs membres ainsi que, le cas échéant, à la disposition des représentants légaux de ceux-ci, une copie des statuts, règlements et contrats d'assurances de la fédération ou de l'association à laquelle ils sont affiliés. Les cercles veillent également à diffuser l'information relative aux formations visées à la section II du chapitre IV du présent décret.

Art. 7. Le droit des membres et cercles d'ester en justice ne peut être interdit ou limité.

Section IV. — De l'encadrement

Art. 8. Les cercles doivent garantir à leurs membres un encadrement suffisant en nombre et formé conformément aux connaissances et exigences les plus récentes notamment en matière de méthodologie et de pédagogie sportive. Ils ont pour obligation de respecter les normes minimales fixées, le cas échéant, conformément à l'article 38.

Section V. — Du transfert

Art. 9. Tout membre a le droit de mettre fin chaque année à son affiliation à un cercle à l'issue de la période de transfert arrêtée statutairement par la fédération ou l'association. Celle-ci ne peut être inférieure à 30 jours calendrier.

L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable au sportif lié à son cercle par un contrat de travail à durée déterminée dont l'échéance est postérieure à celle du contrat d'affiliation.

Art. 10. § 1^{er}. Le passage d'un sportif d'un cercle vers un autre est obligatoirement libre de toute prime de transfert, quelle qu'en soit sa nature.

§ 2. Pour autant que la fédération ou l'association concernée visée à l'article 1^{er}, 8°, 9° et 10° concernée en ait inscrit le principe dans ses statuts, seule une indemnité de formation peut être réclamée à l'occasion d'un transfert.

Cette indemnité doit tenir compte de la durée de la formation, des frais réels y afférents, de la catégorie d'âge du sportif mais, en aucun cas, de son niveau de pratique. Les principes directeurs permettant de déterminer le montant de l'indemnité de formation doivent être fixés par les statuts ou règlements de la fédération ou de l'association concernée.

Une indemnité de formation ne peut être réclamée qu'à une seule reprise pour une même formation et ne peut en aucun cas être réclamée au sportif ou à son représentant légal. Elle est due par le cercle vers lequel le sportif est transféré.

Son montant doit revenir exclusivement au cercle formateur et doit être affecté à son budget relatif à la formation.

§ 3. Tout litige éventuel qui pourrait intervenir concernant l'indemnité de formation ne peut empêcher le sportif d'être transféré selon son souhait.

CHAPITRE III. — *De la reconnaissance comme sportif de haut niveau, espoir sportif ou partenaire d'entraînement*

Art. 11. Le Gouvernement, après avis du Conseil supérieur, arrête les disciplines sportives et au sein de celles-ci les catégories d'âge pour lesquelles il peut être procédé à la reconnaissance de sportifs de haut niveau, d'espoirs sportifs ou de partenaires d'entraînement.

Art. 12. § 1^{er}. Les fédérations sportives visées à l'article 1, 8° et l'association visée à l'article 25, 1°, pour autant qu'elles gèrent une discipline sportive arrêtée par le Gouvernement conformément à l'article 11, sont habilitées à introduire, auprès du Gouvernement, les dossiers des sportifs qui leur paraissent présenter les aptitudes nécessaires pour obtenir la reconnaissance en tant que sportif de haut niveau, espoir sportif ou partenaire d'entraînement.

Peuvent être reconnus comme :

1° Sportifs de haut niveau :

a) Dans le contexte des sports d'équipe :

- Des sportifs sélectionnés dans le cadre de compétitions significatives sur le plan européen, mondial ou assimilées;

b) Dans le contexte des sports individuels :

- Les sportifs sélectionnés ou présélectionnés pour les Jeux olympiques;

- Les sportifs présentant des niveaux de performance permettant d'augurer des résultats probants lors des Championnats d'Europe, du Monde ou des compétitions assimilées.

2° Espoirs sportifs :

a) Dans le contexte des sports d'équipe :

- Des sportifs sélectionnés dans les équipes de catégorie d'âge dans le cadre de compétitions significatives sur le plan européen, mondial ou assimilées;

b) Dans le contexte des sports individuels :

- Les sportifs dont le niveau de performance ou de pratique et l'ensemble des paramètres permettant d'évaluer leur potentiel et leur capacité de progression, autorisent la fédération à cerner la très forte probabilité d'une carrière sportive au plus haut niveau international.

3° Partenaires d'entraînement :

Dans le contexte tant des sports d'équipe que des sports individuels :

- Des sportifs dont le niveau, tout en étant en deçà de celui d'un sportif de haut niveau ou d'un espoir sportif reconnu, leur permet de tenir un rôle de partenaire ou d'opposant tant en vue d'optimiser la préparation des sportifs de haut niveau ou des espoirs sportifs que de développer leurs propres potentialités.

§ 2. Les élèves ou étudiants reconnus sportifs de haut niveau, espoirs sportifs ou partenaires d'entraînement bénéficient de mesures leur permettant de concilier au mieux leurs études et la pratique sportive de haut niveau.

Art. 13. § 1^{er}. Le Gouvernement, après avis de la Commission visée à l'article 14, arrête au moins une fois par an la liste des sportifs reconnus comme sportif de haut niveau, espoir sportif ou partenaire d'entraînement ainsi que la durée de leur reconnaissance, celle-ci ne pouvant excéder deux ans.

§ 2. La reconnaissance peut être retirée par le Gouvernement, après avis de la Commission visée à l'article 14 :

1° Dans le cas où les performances sportives s'avèrent insuffisantes par rapport aux espérances annoncées;

2° En cas de retrait de la liste des présélectionnés et sélectionnés olympiques établie par le Comité olympique et interfédéral belge;

3° En cas de suspension de moyenne ou longue durée prononcée par la fédération sportive concernée;

4° En cas de manquement notable à l'éthique sportive.

§ 3. Le Gouvernement définit la procédure d'introduction et d'examen des demandes de connaissance ainsi que la procédure d'examen des retraits de reconnaissance.

Art. 14. Une Commission d'avis est instituée pour l'octroi ou le retrait de la qualité de sportif de haut niveau, d'espoir sportif ou de partenaire d'entraînement.

Elle est composée :

1° D'un représentant francophone du Comité olympique et interfédéral belge et d'un suppléant proposés par les membres francophones du conseil d'administration du C.O.I.B.;

2° De trois experts scientifiques et de trois suppléants choisis dans une liste proposée par les différentes institutions universitaires en Communauté française qui gèrent un institut supérieur d'éducation physique;

3° De deux membres du Conseil supérieur et de deux suppléants proposés par ce Conseil;

4° D'un sportif francophone de haut niveau ayant quitté la compétition et d'un suppléant.

Les membres de la Commission sont nommés par le Gouvernement, pour une période de quatre années qui débute le 1^{er} janvier qui suit la tenue des Jeux olympiques d'été et se termine le 31 décembre qui suit la tenue des Jeux olympiques d'été suivants. Leur mandat est renouvelable une fois.

Lorsqu'un membre de la Commission perd la qualité en vertu de laquelle il a été désigné ou en cas de démission ou de décès, il est pourvu à son remplacement pour la durée restante du mandat.

Le Gouvernement désigne le président et le vice-président de la Commission parmi les membres effectifs.

Le Gouvernement désigne un rapporteur et un secrétaire parmi les agents de ses services. Ceux-ci ont voix consultative.

La Commission, dans le mois de son installation, arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Gouvernement. Ce règlement doit prévoir, notamment, l'obligation de motiver les avis rendus, l'obligation de remettre au Gouvernement, pour le 31 mars de chaque année, un rapport de ses activités de l'année écoulée et la possibilité de déposer une note de minorité.

Le Gouvernement fixe le montant des jetons de présence et des indemnités de déplacement des membres de la Commission.

La Commission délibère valablement si la majorité au moins de ses membres est présente. Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents.

Les avis de la Commission demandés par le Gouvernement doivent être transmis dans un délai ne dépassant pas soixante jours. Ce délai prend cours à la réception de la demande d'avis par le secrétariat de la Commission. Passé ce délai, les avis ne sont plus requis pour qu'une décision puisse être prise par le Gouvernement.

CHAPITRE IV. — *De la reconnaissance des fédérations sportives, des fédérations sportives de loisirs et des associations sportives*

Section 1^{re}. — Des fédérations sportives, des fédérations sportives de loisirs et des associations sportives

Art. 15. Le Gouvernement peut reconnaître une fédération ou une association telle que définie à l'article 1^{er}, 8^o, 9^o et 10^o pour autant qu'elle :

- 1^o Relève de la Communauté française au sens de l'article 127, § 2, de la Constitution;
- 2^o Dispose d'une complète autonomie de gestion;
- 3^o Etablit son siège en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles- Capitale;
- 4^o Ait une activité régulière conforme à son objet social;
- 5^o Soit constituée en association sans but lucratif conformément à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;
- 6^o Soit dirigée par un organe de gestion composé au minimum de sept administrateurs élus par l'assemblée générale de la fédération ou de l'association. Un des administrateurs au moins est un(e) sportif(ve) actif(ve) au sein de la fédération ou de l'association.

Au sein de l'organe de gestion, il ne peut y avoir plus de 80 % d'administrateurs de même sexe. Le Gouvernement peut dispenser certaines fédérations ou associations de l'application de cette disposition dans le cas où elles se trouveraient dans une situation particulière la rendant impossible ou problématique;
- 7^o Impose à ses cercles, conformément aux règlements internes de ceux-ci, d'être gérés par un comité élu par leurs membres en ordre d'affiliation ou leurs représentants légaux.

Un des membres du comité au moins est un(e) sportif(ve), ou son représentant légal, actif(ve) au sein du cercle;
- 8^o Tienne, selon le modèle fixé par le Gouvernement, une comptabilité permettant le contrôle visé au 14^o;
- 9^o Interdit à ses cercles, l'affiliation à une autre fédération ou association reconnue gérant, totalement ou partiellement, une même discipline sportive ou une discipline sportive similaire;
- 10^o Fédère des cercles dont les activités correspondent à son objet social au moins dans trois des lieux géographiques suivants : provinces du Brabant wallon, du Hainaut, de Liège, du Luxembourg, de Namur et région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 11^o Compte au moins au moment de l'introduction de leur demande de reconnaissance et pendant toute la durée de celle-ci :
 - a) Pour les fédérations sportives visées à l'article 1^{er}, 8^o, 250 sportifs actifs;
 - b) Pour les fédérations sportives de loisirs visées à l'article 1^{er}, 9^o, 1.000 sportifs actifs sauf dérogation accordée sur base annuelle par le Gouvernement;
- 12^o Compte au moins, au moment de l'introduction de la demande de reconnaissance, soit dans le cadre d'une structure communautarisée, soit dans celui d'une structure nationale préexistante, une année d'existence et d'activité sportive régulière;
- 13^o Impose aux membres le paiement d'une cotisation dont le montant minimum est fixé par l'assemblée générale de la fédération ou de l'association;
- 14^o Accepte l'inspection de ses activités et le contrôle de l'ensemble de ses documents comptables et administratifs par les fonctionnaires habilités par le Gouvernement à cet effet;
- 15^o Communique annuellement au Gouvernement, sous la forme et les conditions qu'il détermine :
 - a) La liste de ses cercles affiliés;
 - b) Le nombre de leurs sportifs actifs différenciés par âge et par sexe - complété du type de déficiences pour les associations visées à l'article 25;
 - c) Les modalités d'emploi de leurs cadres administratifs et sportifs;
- 16^o Inscrit dans ses statuts les dispositions conformes aux 7^o, 9^o et 13^o et communique au Gouvernement ses statuts et règlements ainsi que toutes les modifications qui leur sont ultérieurement apportées;
- 17^o Fasse adopter par son assemblée générale les dispositions pour que ses membres soient assurés en responsabilité civile et en réparation des dommages corporels;
- 18^o Veille à ce que la structure nationale dont elle est, le cas échéant, partie composante soit organisée sur le plan de ses instances de décision et de gestion d'un nombre égal d'élus issus des fédérations ou associations communautaires;
- 19^o Intègre dans ses statuts ou règlements le code d'éthique sportive en vigueur en Communauté française ainsi qu'un code disciplinaire explicitant :
 - a) Les droits et devoirs réciproques des membres, des cercles et de la fédération ou association;
 - b) Les violations potentielles;
 - c) Les mesures disciplinaires y relatives;
 - d) Les procédures applicables et leurs champs d'applications;

e) Les modalités de l'information et de l'exercice du droit à la défense préalablement au prononcé de toute sanction;

f) Les modalités de recours;

20° Inclue, dans le cadre du code disciplinaire, un règlement spécifique de lutte contre le dopage :

a) Intégrant les dispositions prévues par la législation et la réglementation en vigueur en Communauté française relatives à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention;

b) Précisant, en cas de violation de ce règlement, la procédure applicable et le barème des sanctions, référence étant faite aux dispositions arrêtées par les organisations internationales compétentes.

21° Communique aux responsables de ses cercles :

a) Dès chaque mise à jour, la liste des substances et méthodes interdites en vertu de la législation en vigueur en Communauté française;

b) Les dispositions visées au 20°, b) du présent article;

c) Sous une forme qui garantisse, conformément, notamment, à l'article 16, § 4, de la loi du 08 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, le respect de leur vie privée, les nom, prénom et date de naissance des sportifs affiliés qui font l'objet d'une sanction disciplinaire prononcée dans le cadre du règlement de lutte contre le dopage ainsi que la nature et la durée de celle-ci;

22° Applique, lorsqu'un de ses membres est convaincu de dopage, les procédures et les sanctions prévues dans ses statuts ou règlements conformément au 20° b);

23° Fasse connaître aux responsables des fédérations sportives, des fédérations sportives de loisirs et des associations sportives reconnues ou non par la Communauté française ainsi qu'aux instances internationales compétentes, sous une forme qui garantisse, conformément, notamment, à l'article 16, § 4, de la loi du 08 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, le respect de leur vie privée, les nom, prénom et date de naissance des sportifs affiliés qui ont fait l'objet d'une sanction disciplinaire prononcée dans le cadre de la lutte contre le dopage ainsi que la nature et la durée de celle-ci.

Le Gouvernement fixe, le cas échéant, le mode de communication de ces informations;

24° Respecte, lors des activités dont elle est le pouvoir organisateur, les normes minimales fixées, le cas échéant, conformément à l'article 38;

25° Pour autant qu'elle en ait inscrit, conformément à l'article 10 § 2, le principe dans ses statuts, intègre dans ceux-ci ou dans les règlements appropriés, les principes directeurs permettant de déterminer le montant de l'indemnité de formation due en cas de transfert ainsi que la procédure visant à en assurer le retour effectif au cercle formateur;

26° Prenne les mesures appropriées pour assurer la sécurité de leurs membres, des accompagnateurs, des spectateurs ou de tout autre participant aux activités qu'elle organise. Ces mesures concernent tant les équipements utilisés que les conditions matérielles et sportives d'organisation;

27° Informe ses cercles affiliés des formations qu'elle organise dans le cadre de l'article 41 du présent décret.

Art. 16. La demande de reconnaissance est introduite par la fédération ou l'association au moyen d'un formulaire dont le modèle est fixé par le Gouvernement.

Elle est adressée au Gouvernement, accompagnée des annexes qu'il détermine, sous pli recommandé à la poste.

Art. 17. Sans préjudice de la disposition visée à l'article 15, 11°, b), la reconnaissance est accordée par le Gouvernement, après avis du Conseil supérieur, en principe pour une période de huit ans qui débute le 1^{er} janvier d'une année qui suit les Jeux olympiques et paralympiques d'été.

Pour décider de la reconnaissance ou non d'une fédération sportive, d'une fédération sportive de loisirs ou d'une association sportive, le Gouvernement prendra notamment en considération :

1° La nature de(s) l'activité(s);

2° Le nombre de sportifs;

3° Les relations organiques éventuelles avec les instances sportives communautaires, nationales, internationales ou olympiques;

4° La répartition géographique des cercles qui la composent en vue de veiller à sa représentativité dans la région de langue française et dans la région bilingue de Bruxelles- Capitale;

5° Les conditions d'assurance dont question à l'article 15, 17°;

6° Le cas échéant, les principes directeurs dont question à l'article 15, 25°.

Lorsqu'une reconnaissance intervient dans le courant d'une période de reconnaissance, elle est accordée jusqu'au terme de cette période de reconnaissance.

La première période de reconnaissance commence le 1^{er} janvier 2009.

Art. 18. Dans son avis relatif à la reconnaissance d'une fédération ou d'une association visée à l'article 1^{er}, 8°, 9° et 10°, le Conseil supérieur se prononcera notamment sur la base des critères énumérés à l'article 17, alinéa 2.

Art. 19. Pour les fédérations visées à l'article 1^{er}, 8° et 9°, le Gouvernement ne peut reconnaître qu'une seule fédération par discipline sportive ou par groupe de disciplines sportives similaires.

Pour les associations visées à l'article 1^{er}, 10°, le Gouvernement ne peut reconnaître qu'une seule association par type de spécificité.

Art. 20. Le Gouvernement, après avis du Conseil supérieur, classe chaque fédération ou association reconnue dans une des catégories, telles que définies à l'article 1, 8°, 9° et 10° :

1° Les fédérations sportives;

2° Les fédérations sportives de loisirs;

3° Les associations sportives.

En cas d'évolution significative dans l'organisation du sport concerné, après avis du Conseil supérieur, le Gouvernement peut, de sa propre initiative ou à la demande d'une fédération ou d'une association, à tout moment, revoir ce classement.

Art. 21. Les décisions relatives à la reconnaissance et au classement sont notifiées à la fédération ou l'association visée à l'article 1^{er}, 8°, 9° et 10° concernée, sous pli recommandé à la poste endéans les quatre mois à dater de la demande de reconnaissance.

Art. 22. § 1^{er}. En cas de manquement à l'une des obligations du présent décret ou à toute autre disposition décrétable ou réglementaire en vigueur en Communauté française les concernant, la reconnaissance peut être suspendue ou retirée par le Gouvernement, après avis du Conseil supérieur et après que la fédération ou l'association ait été invitée à faire valoir ses arguments. Cette décision est notifiée sans délai à la fédération ou l'association sportive concernée, sous pli recommandé à la poste.

§ 2. En cas de manquement à l'une des obligations visées aux 22° et 23° de l'article 15, le Gouvernement met, par courrier recommandé à la poste, la fédération ou l'association en demeure de se conformer aux dites dispositions dans un délai maximum d'un mois à compter de la réception de ce courrier.

Si la fédération ou l'association ne donne pas suite à la sommation, indépendamment des sanctions prévues au § 1^{er}, le Gouvernement peut, après que la fédération ou l'association ait été invitée à faire valoir ses arguments, décider à son encontre la suppression de la faculté d'obtenir, pour l'exercice budgétaire suivant l'année où le manquement a été commis, la ou les subvention(s) visée(s) aux articles 30 et 31.

Cette décision est notifiée sans délai à la fédération ou l'association sportive concernée, sous pli recommandé à la poste.

Art. 23. § 1^{er}. Le Gouvernement détermine la procédure d'introduction et d'instruction des recours introduits contre les décisions de non-reconnaissance, de classement, de révision de classement, contre l'absence de décision ainsi que contre les sanctions visées à l'article 22 du décret.

Dans ce dernier cas, le recours est suspensif. Le recours est introduit sous pli recommandé à la poste et contient notamment les éléments suivants :

- 1° La motivation du recours;
- 2° Les arguments ou éventuels éléments nouveaux que la fédération ou l'association entend faire valoir;

§ 2. Tout recours contre une décision relative à la reconnaissance ou au classement ainsi qu'à la sanction visée à l'article 22 § 2 du décret doit être introduit endéans les trente jours suivant la notification de la décision contestée et, en cas d'absence de décision, endéans les trente jours à dater de la fin du sixième mois qui suit la date d'introduction de la demande.

§ 3. Le Gouvernement arrête sa décision :

1° Dans le cas d'un recours portant sur une décision relative à la reconnaissance ou au classement : après avis du Conseil supérieur, endéans les nonante jours à dater de celui-ci;

2° Dans le cas où le recours porte sur une absence de décision : après avis du Conseil supérieur, endéans les trente jours à dater de l'envoi du recours;

3° Dans le cas où celui-ci porte sur une sanction visée à l'article 22 § 2 : endéans les nonante jours à dater de l'envoi du recours.

§ 4. Toute décision relative au suivi d'un recours est notifiée à la fédération ou à l'association concernée sous pli recommandé à la poste.

Art. 24. Toute fédération ou toute association visée à l'article 1^{er}, 8°, 9° et 10°, reconnue par le Gouvernement, a obligation de faire mention de cette reconnaissance dans ses documents officiels.

*Section II. — Dispositions particulières concernant la pratique sportive
par les personnes présentant des déficiences nécessitant la mise en place d'activités sportives adaptées*

Art. 25. Le Gouvernement peut reconnaître :

1° Une association ayant pour objet la gestion, la coordination et la promotion de la pratique sportive de compétition, en ce compris de haut niveau, par les personnes présentant des déficiences nécessitant la mise en place d'activités sportives adaptées; et

2° Une association ayant pour objet l'intégration des personnes présentant des déficiences nécessitant la mise en place d'activités sportives adaptées par la gestion, la coordination et la promotion d'activités sportives diversifiées, en ce compris de compétition;

Pour autant qu'elles satisfassent aux conditions prévues par l'article 15.

Art. 26. Les dispositions visées aux articles 16, 17 à l'exception des 2° et 4°, 18, 21, 22, 23 et 24 sont applicables pour la reconnaissance de ces associations.

Par dérogation à l'article 20, au moment de leur reconnaissance, ces deux associations sont classées de plein droit dans les associations sportives au sens de l'article 1^{er}, 10°.

Art. 27. Dans la limite des crédits budgétaires prévus à cet effet, le Gouvernement octroie aux cercles affiliés aux associations visées à l'article 25, une subvention annuelle de fonctionnement.

Il fixe les modalités d'introduction des demandes de subvention, leur condition d'octroi et en détermine le montant en tenant compte de la nature du handicap et de la (des) discipline(s) sportive(s) pratiquée(s).

Section III. — Dispositions particulières concernant le sport scolaire et le sport dans l'enseignement supérieur

Art. 28. Le Gouvernement peut reconnaître :

1° Une association du sport scolaire tel que défini à l'article 1^{er}, 11°;

2° Une association du sport dans l'enseignement supérieur tel que défini à l'article 1^{er}, 13°;

Pour autant qu'elles remplissent les conditions suivantes :

1° Pour l'association du sport scolaire :

a) Avoir pour objet la gestion, la coordination et la promotion du sport scolaire;

b) Satisfaire aux conditions prévues aux 1° à 5°, 8°, 12°, 14°, 24° et 26° de l'article 15;

c) Etablir et soumettre à l'approbation du Gouvernement un règlement de lutte contre le dopage mettant prioritairement l'accent sur l'information, l'éducation et la prévention;

- d) Accepter, en son sein, la fédération sportive scolaire de chacun des réseaux d'enseignement et lui imposer :
- i. D'être constituée en association sans but lucratif conformément à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;
 - ii. D'avoir une activité régulière conforme à son objet;
 - iii. De réclamer aux élèves affiliés le paiement d'une cotisation dont le montant minimum est fixé par son assemblée générale;
 - iv. De faire adopter par son assemblée générale les dispositions pour que les participants aux activités qu'elle développe soient assurés en responsabilité civile et en réparation des dommages corporels;
 - v. D'accepter l'inspection de ses activités par les fonctionnaires habilités par le Gouvernement à cet effet;
 - vi. D'assurer la diffusion du règlement de lutte contre le dopage de l'association du sport scolaire auprès de ses élèves affiliés;
- e) Etre dirigée par un organe de gestion composé d'un nombre égal de représentants par fédération sportive scolaire. Au sein de l'organe de gestion, il ne peut y avoir plus de 80 % d'administrateurs de même sexe.
- 2° Pour l'association du sport dans l'enseignement supérieur :
- a) Avoir pour objet la gestion, la coordination et la promotion du sport dans l'enseignement supérieur;
 - b) Satisfaire aux conditions prévues aux 1° à 5°, 8°, 12°, 14°, 24° et 26° de l'article 15;
 - c) Etablir et soumettre à l'approbation du Gouvernement un règlement de lutte contre le dopage mettant prioritairement l'accent sur l'information, l'éducation et la prévention;
 - d) Accepter, en son sein, un seul centre sportif dans l'enseignement supérieur par institution universitaire, haute école ou établissement supérieur artistique tel que défini à l'article 1er, 13° et lui imposer :
 - i. D'avoir une activité régulière conforme à son objet et disposer à cette fin des infrastructures sportives nécessaires;
 - ii. D'être dirigé par un conseil d'administration composé d'au moins sept membres dont la majorité sont des étudiants sportifs élus par les membres du centre sportif dans l'enseignement supérieur;
 - iii. De réclamer aux étudiants affiliés le paiement d'une cotisation dont le montant minimum est fixé par son assemblée générale;
 - iv. De faire adopter par son assemblée générale les dispositions pour que les participants aux activités qu'il développe, soient assurés en responsabilité civile et en réparation des dommages corporels;
 - v. D'accepter l'inspection de ses activités par les fonctionnaires habilités par le Gouvernement à cet effet;
 - vi. D'assurer la diffusion du règlement de lutte contre le dopage de l'association du sport dans l'enseignement supérieur auprès de ses étudiants affiliés;
 - e) Etre dirigée par un organe de gestion composé d'au moins un représentant de chacun des centres sportifs dans l'enseignement supérieur. Au sein de l'organe de gestion, il ne peut y avoir plus de 80 % d'administrateurs de même sexe.

Art. 29. Les dispositions visées aux articles 16, 17 à l'exception des 2° et 4°, 18, 21, 22 § 1^{er}, 23 et 24 sont applicables pour la reconnaissance de ces associations sportives.

Par dérogation à l'article 20, au moment de leur reconnaissance, ces deux associations sont classées de plein droit dans les associations sportives au sens de l'article 1^{er}, 10°.

CHAPITRE V. — *De la subvention*

Art. 30. § 1^{er}. Le Gouvernement octroie annuellement à chaque fédération sportive, fédération sportive de loisirs et association sportive reconnue une subvention forfaitaire de fonctionnement.

Cette subvention est destinée à couvrir une partie des dépenses exposées par les fédérations et associations reconnues pour assurer tant leur fonctionnement de base dans l'optique de la réalisation de leur objet social que la rémunération du personnel du cadre administratif des fédérations sportives reconnues et de l'association visée à l'article 25, 1° et du personnel des cadres administratif et sportif des fédérations sportives de loisirs et des associations sportives.

§ 2. Pour les fédérations sportives et l'association visée à l'article 25, 1°, la subvention octroyée à chacune d'entre elles est égale à la subvention de fonctionnement la plus élevée mise en liquidation au cours des trois années précédant celle de l'entrée en vigueur du présent décret sur base des dispositions du décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française visé à l'article 51.

Pour les fédérations sportives de loisirs et les associations sportives, la subvention octroyée à chacune d'entre elles est égale à celle, la plus élevée, obtenue au cours des trois années précédant celle de l'entrée en vigueur du présent décret en additionnant la subvention de fonctionnement et la subvention complémentaire mises en liquidation sur base des dispositions du décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française visé à l'article 51.

§ 3. La subvention forfaitaire de fonctionnement est majorée de :

1° 2,5 % si la fédération ou l'association concernée compte entre 20 et 33 % de sportif(ve)s appartenant au genre minoritaire en son sein;

2° 5 % si la fédération ou l'association concernée compte plus de 33 % de sportif(ve)s appartenant au genre minoritaire en son sein.

§ 4. Le montant de la subvention forfaitaire de fonctionnement est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation. L'indice des prix à la consommation de base est celui en vigueur au 1^{er} décembre 2007.

§ 5. Lorsque des moyens nouveaux sont dégagés, ils sont répartis entre les différents bénéficiaires au prorata des montants établis sur base du mode de calcul défini dans le présent article.

§ 6. Le Gouvernement détermine la procédure d'introduction des demandes et les conditions d'octroi de la subvention forfaitaire de fonctionnement.

Art. 31. § 1^{er}. Le Gouvernement peut octroyer aux fédérations sportives reconnues ainsi qu'à l'association visée à l'article 25, 1°, une subvention complémentaire destinée à soutenir la réalisation d'un plan-programme de développement du sport de haut niveau en ce compris le personnel du cadre sportif nécessaire à sa mise en oeuvre.

Le plan-programme s'étend sur une période de quatre années qui débute le 1^{er} janvier qui suit la tenue des Jeux olympiques et paralympiques d'été et se termine le 31 décembre qui suit la tenue des Jeux olympiques et paralympiques d'été suivants.

Pour les fédérations sportives qui gèrent une discipline d'hiver, la période d'étalement des plans-programmes est définie tenant compte des échéances liées à la tenue des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver.

Les fédérations sportives et l'association visée à l'article 25, 1^o actualisent annuellement leur plan-programme. A cette fin, elles communiquent au Gouvernement, notamment, un rapport d'activités relatif à l'exercice budgétaire précédent.

Les fédérations sportives gérant une discipline figurant au programme des Jeux olympiques d'été ou d'hiver, lorsque leur plan-programme arrive à terme, communiquent au Gouvernement un rapport portant sur les quatre années de ce plan-programme. La même obligation s'impose à l'association visée à l'article 25, 1^o pour ce qui concerne les Jeux paralympiques.

§ 2. Pour déterminer le montant de la subvention visée au § 1^{er} le Gouvernement, pour chaque fédération sportive et pour l'association visée à l'article 25, 1^o, arrête :

1^o Les activités admissibles à la subvention;

2^o La nature des dépenses réputées admissibles en ce compris les conditions d'octroi de la partie de la subvention destinée, le cas échéant, à couvrir les dépenses prévues en matière de rémunération du personnel du cadre sportif;

3^o Les plafonds d'intervention éventuellement applicables aux dépenses réputées admissibles.

Le Gouvernement peut fixer un plafond au montant total des dépenses réputées admissibles.

§ 3. Le Gouvernement détermine la procédure à suivre pour l'introduction du plan-programme dont question au § 1^{er}. En outre, il arrête les orientations minimales que doit contenir le plan-programme.

Art. 32. En cas d'événement exceptionnel ou de situation nouvelle intervenant dans une fédération ou une association reconnue, le Gouvernement peut, à son initiative ou à la demande de la fédération ou de l'association concernée, procéder à une évaluation des facteurs susceptibles d'entraîner une évolution significative, positive ou négative, de ses dépenses de fonctionnement et adapter en conséquence la subvention annuelle forfaitaire de fonctionnement qui lui est octroyée.

Art. 33. § 1^{er}. Une avance sur la subvention annuelle forfaitaire de fonctionnement visée à l'article 30 est versée aux bénéficiaires dans le courant du premier trimestre de l'année en cours.

Cette avance s'élève à 80 % du montant mis en liquidation pour le même objet au même bénéficiaire, l'année précédente. Le solde est versé à la fin du premier semestre de l'année en cours.

§ 2. Dans le courant du premier trimestre de l'année en cours, une avance sur la subvention visée à l'article 31 peut être versée. Elle ne peut être supérieure à 80 % du montant de la subvention mis en liquidation l'année précédente pour le même objet au même bénéficiaire.

Une avance complémentaire peut être versée pour autant que la fédération sportive ou l'association visée à l'article 25, 1^o ait justifié l'utilisation comptable de la première avance.

§ 3. Tout ou partie d'une subvention non justifiée sera récupérée sans délai et au plus tard au moment du versement de la prochaine avance ou subvention au bénéficiaire sur base du présent décret ou de tout autre texte réglementaire.

Art. 34. Les subventions prévues aux articles 30 et 31 du présent décret sont notamment destinées à la rémunération du cadre administratif et sportif occupé par les fédérations et les associations sportives visées à l'article 1^{er}, 8^o, 9^o et 10^o du présent décret et reconnues par la Communauté française.

Art. 35. Les fédérations et les associations reconnues doivent gérer en bon père de famille la subvention annuelle forfaitaire de fonctionnement qui leur est octroyée et l'utiliser afin de remplir exclusivement leurs missions administratives, techniques et organisationnelles. Ces fonds ne peuvent servir, ni directement, ni indirectement, au financement de leurs cercles affiliés et autres structures subsidiaires.

Elles s'engagent à tout mettre en oeuvre pour s'assurer les services d'un personnel de qualité.

Si le contrôle prévu à l'article 15, 14^o laisse apparaître un non-respect de ces dispositions ou des manquements à la législation comptable, à la loi sur les associations sans but lucratif ou aux lois sociales et fiscales, le Gouvernement peut, après que la fédération ou l'association ait été invitée à faire valoir ses arguments, prononcer à son égard une des sanctions prévues à l'article 22.

Il peut, dans le cadre de cette procédure et avant de statuer, enjoindre l'assemblée générale de la fédération ou de l'association concernée, à commander, aux frais de celle-ci, un audit auprès d'un réviseur d'entreprise.

Art. 36. § 1^{er}. En cas de nouvelle reconnaissance, pour l'application de l'article 30, la subvention forfaitaire est calculée en fonction de la moyenne du total des subventions forfaitaires attribuées à l'ensemble des fédérations ou associations classées dans la même catégorie, rapportée au nombre de sportifs de la fédération ou association concernée.

§ 2. Pour l'application de l'article 31, le montant des avances prévues à l'article 33, 2^o sera évalué sur base du contenu du plan-programme introduit par la fédération sportive nouvellement reconnue.

Art. 37. A partir de l'année budgétaire 2007, il est créé, au sein de la division organique « Sport » du budget de la Communauté française, six allocations de base intitulées comme suit :

1^o Subventionnement forfaitaire du fonctionnement des fédérations sportives reconnues;

2^o Subventionnement des plans-programmes des fédérations sportives reconnues et de l'association visée à l'article 25, 1^o;

3^o Subventionnement forfaitaire du fonctionnement des fédérations sportives de loisirs reconnues;

4^o Subventionnement forfaitaire du fonctionnement des associations sportives reconnues à l'exception de celles visées aux 5^o et 6^o du présent article;

5° Subventionnement forfaitaire du fonctionnement d'une association ayant pour objet la gestion, la coordination et la promotion de la pratique sportive de compétition, en ce compris de haut niveau, par les personnes présentant des déficiences nécessitant la mise en place d'activités sportives adaptées et d'une association ayant pour objet l'intégration des personnes présentant des déficiences nécessitant la mise en place d'activités sportives adaptées par la gestion, la coordination et la promotion d'activités sportives diversifiées, en ce compris de compétition, reconnues;

6° Subventionnement forfaitaire du fonctionnement d'une association du sport scolaire et d'une association du sport dans l'enseignement supérieur reconnues.

CHAPITRE VI. — *De l'encadrement, de la formation et de son subventionnement*

Section I^{re}. — De l'encadrement

Art. 38. Après consultation des fédérations et des associations sportives concernées, le Gouvernement fixe, en matière d'encadrement, des normes minimales tant qualitatives que quantitatives pour les disciplines qu'il détermine.

Section II. — De la formation et de son subventionnement

Art. 39. La formation des cadres sportifs comprend une formation spécifique à chaque discipline sportive ou groupe de disciplines sportives similaires, précédée, le cas échéant, suivant son niveau, par une formation générale.

Art. 40. § 1^{er}. Le Gouvernement organise, les formations générales. Il en arrête :

- 1° Les modalités d'organisation;
- 2° Le programme et le contenu;
- 3° Les conditions d'accès;
- 4° Les modalités de l'évaluation;
- 5° Les qualifications et/ou, le cas échéant, l'expérience utile exigée des intervenants;
- 6° Les conditions de dispenses de modules de formation;
- 7° Les modalités de délivrance et d'homologation des attestations de réussite.

Cette formation comprend notamment les matières suivantes :

- 1° L'organisation du sport;
- 2° La méthodologie;
- 3° L'évaluation des qualités physiques;
- 4° Le droit du sport.

§ 2. Le Gouvernement peut déléguer l'organisation, de tout ou partie des formations générales à :

- 1° Des institutions publiques ou privées d'enseignement;
- 2° Des organismes publics ou privés spécialisés en matière de formation.

§ 3. Le Gouvernement peut reconnaître tout ou partie des formations générales organisées par des institutions publiques ou privées d'enseignement ou par des organismes publics ou privés spécialisés en matière de formation.

Art. 41. § 1^{er}. Le Gouvernement désigne les fédérations et les associations habilitées à organiser les formations qui leur sont spécifiques.

Après consultation de la fédération ou de l'association désignée, il arrête pour chaque type et chaque niveau de formation un cahier des charges portant sur :

- 1° Les champs de compétence;
- 2° Les modalités d'organisation;
- 3° Le programme et le contenu;
- 4° Les conditions d'accès;
- 5° Les modalités de l'évaluation;
- 6° Les qualifications et/ou, le cas échéant, l'expérience utile exigées des intervenants;
- 7° Les conditions de dispenses de modules de formation;
- 8° Les modalités de l'homologation des brevets.

Ces formations spécifiques concernent notamment les matières suivantes :

- 1° La physiologie appliquée;
- 2° La didactique;
- 3° Les aspects techniques et pédagogiques de la discipline.

§ 2. Moyennant l'accord du Gouvernement, les fédérations et les associations désignées peuvent déléguer l'organisation de tout ou partie des formations spécifiques à :

- 1° Des institutions publiques ou privées d'enseignement;
- 2° Des organismes publics ou privés spécialisés dans la discipline concernée.

§ 3. Le Gouvernement, après consultation des fédérations ou associations désignées concernées, peut reconnaître tout ou partie des formations spécifiques organisées par des institutions publiques ou privées d'enseignement ou par des organismes publics ou privés spécialisés en matière de formation.

§ 4. Les fédérations et les associations désignées délivrent les brevets sanctionnant les formations spécifiques qu'elles soumettent au Gouvernement pour homologation.

Art. 42. Le Gouvernement est habilité, sous les conditions qu'il détermine, à organiser directement ou par délégation, des formations spécifiques à des disciplines sportives non organisées sous le couvert d'une fédération ou d'une association.

Art. 43. § 1^{er}. Le Gouvernement peut organiser des formations particulières, notamment, pour :

- 1° Les dirigeants sportifs;
- 2° Les fonctionnaires en charge du sport;
- 3° Les gestionnaires d'infrastructures sportives;
- 4° Les agents du sport.

§ 2. Le Gouvernement peut déléguer l'organisation de tout ou partie des formations particulières à :

- 1° Des institutions publiques ou privées d'enseignement;
- 2° Des organismes publics ou privés spécialisés en matière de formation.

A cet effet, il fixe, le cas échéant en concertation avec des organismes reconnus pour leurs compétences particulières dans le domaine en cause, pour chaque type et chaque niveau de formation particulière :

- 1° Les champs de compétence;
- 2° Les conditions d'organisation;
- 3° Le programme et le contenu;
- 4° Les conditions d'accès;
- 5° Les modalités de l'évaluation;
- 6° Les qualifications et/ou, le cas échéant, l'expérience utile exigées des intervenants;
- 7° Les conditions de dispenses de modules de formation;
- 8° Les modalités de délivrance et d'homologation des brevets.

Ces formations comprennent notamment des notions :

- 1° De comptabilité;
- 2° De gestion;
- 3° De gestion des ressources humaines.

§ 3. Le Gouvernement peut reconnaître tout ou partie des formations particulières organisées par des organismes ou des institutions réputés dans le domaine en cause.

Art. 44. A partir de l'année budgétaire 2007, il est créé, au sein de la division organique « Sport » du budget de la Communauté française, une allocation de base intitulée « subventionnement des formations de cadre ».

Art. 45. Le Gouvernement arrête les modalités d'introduction des demandes de subvention en matière de formation de cadres par les fédérations et associations reconnues. Il en détermine les conditions d'octroi et les montants.

CHAPITRE VII. — *De l'évaluation du décret*

Art. 46. Tous les quatre ans le présent décret fait l'objet d'une évaluation.

Le Gouvernement détermine les modalités de l'évaluation et transmet les conclusions au Parlement.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions modificatives, abrogatoires, transitoires et finales*

Art. 47. Dans l'article 2 et l'article 12, 1° du décret du 12 juillet 2001 visant la reconnaissance et le subventionnement du Comité olympique et interfédéral belge, les termes « décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française » sont à remplacer par « décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française ».

Art. 48. Dans l'article 1^{er}, 3° et dans l'article 7 alinéa 4 du décret du 24 novembre 2006 visant l'octroi d'une licence de tireur sportif, les termes « décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française » sont à remplacer par « décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française ».

Art. 49. Dans l'article 1^{er}, 7° tiret, du décret du 17 décembre 2003 relatif à l'emploi dans le secteur socioculturel et portant des dispositions diverses, les termes « décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française » sont à remplacer par « décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française ».

Art. 50. Dans l'article 6, 1°, c) du décret du 12 mai 2004 fixant les conditions d'octroi de subventions pour l'organisation d'activités sportives de quartier, les termes « décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française » sont à remplacer par « décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française ».

Art. 51. Est abrogé, le décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française modifié par le décret du 31 mai 2000, adapté par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 novembre 2001 pris en exécution de l'article 5 du décret du 8 février 1999 relatif à l'euro, modifié par les décrets du 20 juin 2002 et du 27 mars 2003 ainsi que par le décret-programme du 17 décembre 2003.

Art. 52. Les décisions de reconnaissances octroyées sur base du décret visé à l'article 51 sont maintenues jusqu'au 31 décembre 2008.

Les reconnaissances octroyées entre le 1^{er} janvier 2008 et le 31 décembre 2008, arriveront à terme au 31 décembre 2008.

Art. 53. Dès l'entrée en vigueur du présent décret, le classement des fédérations et associations reconnues sur base du décret visé à l'article 51 sera revu par le Gouvernement, après avis du Conseil supérieur, afin les classer dans une des catégories prévues à l'article 20.

Les associations reconnues visées aux articles 25 et 28 seront classées de plein droit dans la catégorie prévue à l'article 20, 3°.

Art. 54. Les procédures de reconnaissance en cours au moment de l'entrée en vigueur du présent décret sont régies par les dispositions en vigueur au moment de l'introduction de la demande de reconnaissance. Toutefois, dès la date d'entrée en vigueur du présent décret, les procédures de classement seront régies par l'article 20.

Art. 55. Le modèle de comptabilité visé à l'article 15, 8° entre en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Art. 56. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
le 8 décembre 2006.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
et des Relations internationales,
Mme M-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,
M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,
C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

—————
Note

(1) *Session 2006-2007*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 308-1. — Amendements de commission, n° 308-2. — Rapport, n° 308-3.
Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du mardi 28 novembre 2006.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 866

[C - 2007/29009]

8 DECEMBER 2006. — **Decreet houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap** (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° « Regering » : de Regering van de Franse Gemeenschap;

2° « Hoge raad » : de Hoge raad voor de Lichamelijke Opvoeding, de Sport en het Openluchtlevens ingericht bij het decreet van 23 december 1998 tot instelling van de Hoge Raad voor de Lichamelijke Opvoeding, de Sport en het Openluchtlevens bij de Franse Gemeenschapsexecutieve;

3° « Sportbeoefenaar » : natuurlijke persoon aangesloten bij een kring die zich voorbereidt op een sportactiviteit of eraan deelneemt;

4° « Lid » : natuurlijke persoon die via een kring aangesloten is bij een federatie of een vereniging zoals bepaald in 8°, 9° en 10°;

5° « Kring » : vereniging van leden die aangesloten zijn bij een federatie of een vereniging zoals bepaald in 8°, 9° en 10°;

6° « Bestuurskader » : personen die een ambt bekleden in verband met bestuur, beheer of secretariaat;

7° « Sportkader » : personen die aangeworven zijn voor pedagogische, technische ambten of sportorganisatie;

8° « Sportfederatie » : elke vereniging van kringen die zowel de sport voor allen als de topsport organiseert en daartoe tot doel heeft :

a) De sportpraktijk onder alle vormen te promoten;

b) Door haar activiteiten mee te werken aan de lichamelijke, psychische en sociale ontplooiing en welzijn van haar leden;

c) De medewerking aan sportactiviteiten te steunen;

d) Mee te werken aan de ontwikkeling van opsporing, perfectionering en opvolging van sportbeoefenaars die potentieel vertonen dat zou kunnen leiden tot relevante resultaten bij de Olympische zomer- of winterspelen, Wereldkampioenschappen, Europese kampioenschappen of elke andere competitie van topsport.

9° « Recreatieve sportfederatie » : elke vereniging van kringen waarvan de belangrijkste opdracht erin bestaat de organisatie en de ontwikkeling van de sport voor allen te verzekeren en daartoe tot doel heeft :

a) De recreatieve sportpraktijk te promoten;

b) Door haar activiteiten mee te werken aan de lichamelijke, psychische en sociale ontplooiing en welzijn van haar leden;

c) De deelname aan sportactiviteiten, buiten elke topsport, te steunen.

10° « Sportverenigingen » : elke vereniging die multidisciplinaire sportactiviteiten wil coördineren die bestemd zijn voor personen die gemeenschappelijke specificiteiten hebben en meewerken aan de ontwikkeling en organisatie van die activiteiten en daartoe tot doel heeft :

a) De recreatieve sportpraktijk te promoten;

b) Door haar activiteiten mee te werken aan de lichamelijke, psychische en sociale ontplooiing van haar leden;

c) De deelname aan sportactiviteiten, buiten elke topsport steunen, uitgezonderd voor de vereniging bedoeld in artikel 25, 1°.

11° « Sport op school » : geheel sportactiviteiten die buiten de lessen georganiseerd worden door de sportfederaties van scholen, gericht tot leerlingen van het basis- en secundair onderwijs en tot doel hebben :

a) Voor hun lichamelijke, psychische en sociale ontplooiing te zorgen;

b) Hun interesse te wekken voor de praktijk van een sport in een buitenschoolse vereniging.

12° « Schoolsportfederatie » : vereniging die bestaat in elk onderwijsnet en sportactiviteiten ontwikkelt voor leerlingen uit het basis- en secundair onderwijs buiten de lessen en die toelaat aan de onder 11° bedoelde doeleinden te voldoen;

13° « Sport in het hoger onderwijs » : geheel sportactiviteiten die buiten de lessen georganiseerd worden en gericht zijn tot de studenten die ingeschreven zijn in een universitaire instelling bedoeld bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 september 1994 of in een instelling voor hoger kunstonderwijs bedoeld bij de in de Franse Gemeenschap van kracht zijnde wetgeving of in een hogeschool bedoeld bij het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen en tot doel hebben :

a) Voor hun lichamelijke, psychische en sociale ontplooiing te zorgen;

b) Hun interesse voor een regelmatige sportpraktijk te wekken.

14° « Sportcentrum in het hoger onderwijs » : sportcentrum georganiseerd door een universitaire instelling bedoeld bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 september 1994 of bij een instelling voor hoger kunstonderwijs bedoeld bij de in de Franse Gemeenschap van kracht zijnde wetgeving of een hogeschool bedoeld bij het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, opgericht, geanimeerd en beheerd door privé-personen en die toelaat aan de onder 13° bedoelde doeleinden te voldoen.

HOOFDSTUK II. — Algemene rechten en plichten van de kringen en hun leden

Afdeling I. — Dopingbestrijding

Art. 2. De kringen nemen in hun statuten of verordeningen bepalingen over die door de wetgeving of door de in de Franse Gemeenschap van kracht zijnde reglementering betreffende de gezondheids promotie in de sportpraktijk, het verbod en de preventie van doping, bedoeld zijn.

Art. 3. Elke kring maakt aan zijn leden alsmede, in voorkomend geval, aan hun wettelijke vertegenwoordigers, de statutaire of verordeningbepalingen bekend van de sportfederatie of -vereniging wat de specifieke reglementering betreft voor dopingbestrijding bedoeld in artikel 15, 20°.

Afdeling II. — Veiligheid

Art. 4. De kringen treffen maatregelen om de veiligheid van hun leden, van de begeleiders, van de toeschouwers of van elke andere deelnemer te garanderen bij de activiteiten die ze organiseren. Die maatregelen betreffen zowel de gebruikte uitrustingen als de materiële en sportomstandigheden van de organisatie.

Afdeling III. — Rechten en plichten van de kringen en sportbeoefenaars

Art. 5. De kringen informeren hun leden alsmede, in voorkomend geval, hun wettelijke vertegenwoordigers, over de statutaire of verordeningbepalingen van de federatie of vereniging betreffende de code voor sportethiek en de disciplinaire code bedoeld in artikel 15, 19°.

Art. 6. De kringen houden een kopie van de statuten, verordeningen en verzekeringscontracten van de federatie of vereniging waarbij ze aangesloten zijn ter beschikking van hun leden alsmede, in voorkomend geval, van hun wettelijke vertegenwoordigers. De kringen zorgen er eveneens voor dat de informatie betreffende de in afdeling II van hoofdstuk IV van dit decreet bedoelde informatie verspreid wordt.

Art. 7. Het recht van de leden en kringen om in rechte op te treden kan noch verboden noch beperkt worden.

Afdeling IV. — Omkadering

Art. 8. De kringen moeten hun leden een omkadering garanderen die groot genoeg is en gevormd is volgens de meest recente kundigheden en vereisten inzonderheid inzake sportmethodologie en -pedagogie. Zij worden verplicht de minimaal vastgestelde normen na te leven, in voorkomend geval, overeenkomstig artikel 38.

Afdeling V. — Transfer

Art. 9. Elk lid heeft het recht elk jaar een einde te brengen aan zijn aansluiting bij een kring op het einde van de transferperiode die statutair bepaald wordt door de federatie of vereniging. Deze mag niet minder dan 30 kalenderdagen bedragen.

Het 1ste lid is niet van toepassing op de sportbeoefenaar die aan zijn kring verbonden is door een arbeidsovereenkomst van bepaalde duur waarvan de vervaldatum na die van het aansluitingscontract valt.

Art. 10. § 1. De overplaatsing van een sportbeoefenaar van een kring naar een andere moet verplicht vrij zijn van elke overplaatsingspremie, ongeacht de aard ervan.

§ 2. Voor zover de in artikel 1, 8°, 9° en 10° bedoelde betrokken federatie of vereniging er de principes van in haar statuten gezet heeft, kan slechts een vormingsvergoeding geëist worden bij een transfer.

Die vergoeding moet rekening houden met de duur van de vorming, de werkelijke kosten die eraan verbonden zijn, de leeftijdscategorie, maar geenszins met het praktijkniveau. De hoofdprincipes die toelaten het bedrag van de vormingsvergoeding te bepalen, moeten vastgesteld worden door de statuten of reglementen van de betrokken federatie of vereniging.

Een vormingsvergoeding kan slechts een keer gevraagd worden voor eenzelfde vorming en kan geenszins aan de sportbeoefenaar gevraagd worden of aan zijn wettelijke vertegenwoordiger. Deze is verschuldigd door de kring waar de sportbeoefenaar overgeplaatst wordt.

Het bedrag ervan moet uitsluitend aan de vormingskring toekomen en aan het budget voor de vorming besteed worden.

§ 3. Elk eventueel geschil dat zou kunnen bestaan betreffende de vormingsvergoeding kan de sportbeoefenaar niet verhinderen volgens zijn wens te worden overgeplaatst.

HOOFDSTUK III. — *De erkenning als topsporter, sportbelofte of trainingspartner*

Art. 11. De Regering bepaalt, na advies van de Hoge raad, de sporttakken en daarin de leeftijdscategorieën waarvoor de erkenning als topsporter, sportbelofte of trainingspartner mag worden toegekend.

Art. 12. § 1. De in artikel 1, 8° bedoelde sportfederaties en de in artikel 25, 1° bedoelde vereniging worden, voor zover zij een sporttak beheren bepaald door de Regering overeenkomstig artikel 11, ertoe gemachtigd bij de Regering de dossiers van de sportbeoefenaars die volgens hen de nodige bekwaamheden vertonen om de erkenning te genieten als topsporter, sportbelofte of trainingspartner, in te dienen.

De volgende sportbeoefenaars kunnen erkend worden als :

1° Topsporter :

a) in de context van ploegsport :

- Sportbeoefenaars geselecteerd in het kader van belangrijke competities op Europees, wereld- of gelijkaardig vlak;

b) in de context van individuele sporttakken :

- de sportbeoefenaars die geselecteerd of voorgeselecteerd zijn voor de Olympische spelen;

- de sportbeoefenaars die prestatieniveaus vertonen die zouden kunnen leiden tot relevante resultaten op Europese, wereld- of gelijkaardige kampioenschappen.

2° Sportbelofte :

a) in de context van ploegsport :

- sportbeoefenaars geselecteerd in ploegen van leeftijdscategorieën in het kader van belangrijke competities op Europees, wereld- of gelijkaardig vlak;

b) in de context van individuele sporttakken :

- Sportbeoefenaars waarvan het prestatie- of praktijkniveau en het geheel van de parameters waardoor hun potentieel en vorderingscapaciteiten kunnen worden geëvalueerd, de federatie toelaten te beslissen of er een grote kans bestaat op een internationale topsportercarrière.

3° Trainingspartners :

In de context van de ploegsport en van individuele sporttakken :

- Sportbeoefenaars waarvan het niveau, lager dan het niveau van een topsporter of een erkend sportbelofte, hen toelaat partner of tegenstander te worden met als doel de voorbereiding van de topsporters of sportbeloftes te optimaliseren, maar ook hun eigen bekwaamheden te ontwikkelen.

§ 2. De leerlingen of studenten die als topsporter, sportbelofte of trainingspartner erkend zijn, genieten maatregelen om zo goed mogelijk hun studies en de praktijk van een topsport te combineren.

Art. 13. § 1. De Regering bepaalt, na advies van de in artikel 14 bedoelde commissie, minstens een keer per jaar de lijst van de sportbeoefenaars erkend als topsporter, sportbelofte of trainingspartner alsmede de duur van hun erkenning, die hoogstens twee jaar mag bedragen.

§ 2. De erkenning kan ingetrokken worden door de Regering, na advies van de Commissie bedoeld in artikel 14 :

1° Ingeval de sportprestaties onvoldoende zouden zijn tegenover de verwachtingen;

2° Bij intrekking van de lijst van de olympische voorgeselecteerden of geselecteerden die vastgesteld is door het Belgisch olympisch en interfederaal comité;

3° Bij schorsing op gemiddelde of lange termijn uitgesproken door de betrokken sportfederatie;

4° Bij het niet naleven van de sportethiek.

§ 3. De Regering bepaalt de procedure voor het indienen en het onderzoeken van de aanvragen om erkenning alsmede de procedure voor het onderzoeken van de intrekkingen van erkenningen.

Art. 14. Een adviescommissie wordt opgericht voor de toekenning of de intrekking van de hoedanigheid van topsporter, sportbelofte of trainingspartner.

Deze bestaat uit :

1° Een Franstalige vertegenwoordiger van het Belgisch olympisch en interfederaal comité en een plaatsvervanger voorgesteld door de Franstalige leden van de raad van bestuur van het BOIC;

2° Drie wetenschappelijke deskundigen en drie plaatsvervangers gekozen uit een lijst voorgesteld door de verschillende universitaire instellingen in de Franse Gemeenschap die een hoger instituut voor lichamelijke opvoeding beheren;

3° Twee leden van de Hoge raad en twee plaatsvervangers voorgesteld door die Raad;

4° Een Franstalige topsporter die de competitie verlaten heeft en een plaatsvervanger.

De leden van de Commissie worden door de Regering benoemd voor een periode van vier jaar beginnende op 1 januari volgend op de Olympische zomerspelen en eindigt op 31 december volgend op de volgende Olympische zomerspelen. Hun mandaat is een keer hernieuwbaar.

Wanneer een lid van de Commissie de hoedanigheid waarvoor hij benoemd is, verliest of bij ontslag of overlijden, wordt het lid vervangen voor de overblijvende duur van zijn mandaat.

De Regering stelt de voorzitter en de ondervoorzitter van de Commissie aan onder de werkende leden.

De Regering stelt een rapporteur en een secretaris aan onder de personeelsleden van zijn diensten. Deze hebben beaadslagende stem.

De Commissie bepaalt binnen de maand van haar installaties haar huishoudelijk reglement en legt het voor goedkeuring aan de Regering voor. Dat reglement moet inzonderheid de verplichting bepalen om de adviezen te motiveren, om aan de regering voor 31 maart van elk jaar een activiteitenverslag voor te leggen van het afgelopen jaar en om de mogelijkheid een minderheidsnota voor te leggen.

De Regering stelt het bedrag van het presentiegeld en van de verplaatsingsvergoedingen van de leden van de Commissie vast.

De Commissie beraadslaagt en besluit geldig als minstens de meerderheid van haar leden aanwezig is. De beslissingen worden genomen bij volstreekte meerderheid van de aanwezige leden.

De adviezen van de Commissie gevraagd door de Regering moeten binnen een termijn van hoogstens zestig dagen overgemaakt worden. Die termijn begint bij de ontvangst van de aanvraag om advies door het secretariaat van de Commissie. Na die termijn worden de adviezen niet meer vereist opdat een beslissing door de Regering zou kunnen genomen worden.

HOOFDSTUK IV. — *Erkenning van sportfederaties, recreatieve sportfederaties en sportverenigingen*

Afdeling I. — Sportfederaties, recreatieve sportfederaties en sportverenigingen

Art. 15. De Regering kan een federatie of een vereniging erkennen zoals bepaald in artikel 1, 8°, 9° en 10° voor zover zij :

1° behoort tot de Franse Gemeenschap in de zin van artikel 127, § 2, van de Grondwet;

2° over een volledige beheersautonomie beschikt;

3° haar zetel in het Frans taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad vestigt;

4° een regelmatige activiteit uitoefent overeenkomstig haar maatschappelijk doel;

5° opgericht is in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

6° geleid wordt door een beheersorgaan bestaande uit minimum zeven administrateurs verkozen door de algemene vergadering van de federatie of de vereniging. Minstens een van de administrateurs is een sportbeoefenaar die actief is binnen de federatie of de vereniging.

Binnen het beheersorgaan kan er niet meer dan 80 % administrateurs van hetzelfde geslacht zijn. De Regering kan sommige federaties of verenigingen vrijstellen van de toepassing van die bepaling als zij zich in een bijzondere situatie zouden bevinden waardoor zij onmogelijk of problematisch zou worden;

7° aan de kringen, overeenkomstig de interne reglementen van deze, oplegt beheerd te worden door een comité verkozen door hun leden die in orde zijn met hun lidmaatschap of hun wettelijke vertegenwoordigers. Minstens een van de leden van het comité is een sportbeoefenaar, of zijn wettelijke vertegenwoordiger, actief binnen de kring;

8° een boekhouding houdt voor de controle bedoeld in 14° volgens het model bepaald door de Regering;

9° aan haar kringen de aansluiting verbiedt bij een andere erkende federatie of vereniging die geheel of gedeeltelijk eenzelfde of gelijkaardige sporttak beheert;

10° kringen federeert waarvan de activiteiten overeenstemmen met haar maatschappelijk doel minstens binnen drie van de volgende geografische plekken : provincie Waals-Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg, Namen en Tweekalig Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

11° bij het indienen van hun aanvraag om erkenning en gedurende haar volledige duur, minstens het volgende aantal leden telt :

a) Voor de sportfederaties bedoeld in artikel 1, 8°, 250 actieve sportbeoefenaars;

b) Voor de recreatieve sportfederaties bedoeld in artikel 1, 9°, 1000 actieve sportbeoefenaars behoudens afwijking door de Regering toegestaan op jaarlijkse basis;

12° bij het indienen van de aanvraag om erkenning, ofwel in het kader van een communautaire structuur, ofwel in het kader van een voorafgaande nationale structuur, minstens een jaar bestaat en een regelmatige sportactiviteit heeft;

13° aan de leden de betaling van lidgeld oplegt waarvan het minimaal bedrag door de algemene vergadering van de federatie of van de vereniging wordt vastgesteld;

14° de inspectie van haar activiteiten en de controle op het geheel van haar boekhoudings- en administratieve documenten aanvaardt door de ambtenaren die daartoe door de Regering gemachtigd worden;

15° jaarlijks aan de Regering, in de vorm en onder voorwaarden door haar bepaald, de volgende documenten meedeelt :

a) De lijst van de kringen die bij haar aangesloten zijn;

b) Het aantal actieve sportbeoefenaars die zij tellen, gerangschikt volgens hun geslacht en hun leeftijd – aangevuld met het type afwijkingen voor de verenigingen bedoeld in artikel 25;

c) De modaliteiten voor het gebruik van hun administratieve en sportkaders;

16° in haar statuten de bepalingen inschrijft overeenkomstig 7°, 9° en 13° en haar statuten en reglementen meedeelt aan de Regering alsmede alle wijzigingen die achteraf worden aangebracht;

17° door haar algemene vergadering de bepalingen laat aannemen opdat haar leden verzekerd zouden zijn voor burgerlijke aansprakelijkheid en vergoeding voor lichamelijke schade;

18° ervoor zorgt dat de nationale structuur waarvan zij, in voorkomend geval, deel uitmaakt, samengesteld is, op het vlak van haar beslissings- en beheersinstanties, uit een gelijk aantal verkozenen uit federaties of verenigingen van de gemeenschappen;

19° in haar statuten of reglementen de in de Franse Gemeenschap van kracht zijnde code voor sportethiek integreert alsmede een tuchtcode met :

a) de rechten en plichten van de leden, kringen en federatie of vereniging;

b) de mogelijke overtredingen;

c) de eraan verbonden tuchtmaatregelen;

d) de van toepassing zijnde procedures en hun toepassingsgebied;

e) de modaliteiten voor de informatie en de uitoefening van het recht op verdediging voor de uitspraak van elke tuchtstraf;

f) de beroepsmodaliteiten;

20° in het kader van de tuchtcode een specifiek reglement inzake dopingsbestrijding invoert

a) Met de nadere regels bepaald door de in de Franse Gemeenschap van kracht zijnde wetgeving en reglementering betreffende de gezondheidspromotie in de sportpraktijk, het verbod van doping en de preventie ervan;

b) Met als bepaling, bij overtreding van dat reglement, de van toepassing zijnde procedure en het sanctiebarema, met verwijzing naar de nadere regels bepaald door de bevoegde internationale organisaties.

21° aan de verantwoordelijke van haar kringen het volgende meedeelt :

a) Bij elke bijwerking, de lijst van de stoffen en methodes die verboden zijn krachtens de in de Franse Gemeenschap van kracht zijnde wetgeving;

b) De bepalingen bedoeld in 20°, b) van dit artikel;

c) In een vorm die krachtens artikel 16, § 4 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, het respect van het privé-leven, de naam, voornaam en geboortedatum van de aangesloten sportbeoefenaars waarborgt die een tuchtmaatregel gekregen hebben die uitgesproken is in het kader van het reglement inzake strijd tegen doping alsmede de aard en de duur van deze;

22° wanneer een van haar leden op doping betrapt wordt, de procedures en sancties toepast, bedoeld in haar statuten of reglement overeenkomstig 20° b);

23° aan de verantwoordelijke van de sportfederaties, recreatieve sportfederaties en al dan niet door de Franse Gemeenschap erkende sportverenigingen alsmede aan de bevoegde internationale instanties, in een vorm die overeenkomstig artikel 16, § 4 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, het respect van het privé-leven, de naam, voornaam en geboortedatum van de aangesloten sportbeoefenaars waarborgt die lid een tuchtmaatregel gekregen hebben die uitgesproken is in het kader van het reglement inzake strijd tegen doping alsmede de aard en de duur van deze.

De Regering bepaalt in voorkomend geval de wijze waarop die informatie wordt meegedeeld;

24° bij de activiteiten waarvan zij de inrichtende macht is, in voorkomend geval, de overeenkomstig artikel 38 bepaalde minimale normen, naleeft;

25° voor zover zij er, overeenkomstig artikel 10 § 2, de principes van in haar statuten gezet heeft, daarin of in de gepaste reglementen de hoofdprincipes integreert om het bedrag van de vormingsvergoeding te bepalen die verschuldigd is bij transfer alsmede de procedure die in de effectieve terugkeer naar de vormingskring voorziet;

26° de nodige maatregelen treft om de veiligheid van hun leden, hun begeleiders, toeschouwers of elke andere deelnemer aan de activiteiten die zij organiseert, te verzekeren. Die maatregelen betreffen zowel de gebruikte uitrustingen als de materiële en sportieve organisatieomstandigheden;

27° haar kringen over de vormingen informeert die zij organiseert in het kader van artikel 41 van dit decreet.

Art. 16. De aanvraag om erkenning wordt ingediend door de federatie of vereniging aan de hand van een formulier waarvan het model door de Regering wordt bepaald.

Deze wordt, samen met de bijlagen die zij bepaalt, bij een ter post aangetekende brief aan de Regering meegedeeld.

Art. 17. Onverminderd de bepaling bedoeld in artikel 15, 11°, b), wordt de erkenning door de Regering toegekend, na advies van de Hoge raad, in principe voor een periode van acht jaar beginnende op 1 januari van een jaar dat volgt op de Olympische en paralympische zomerspelen.

Om te beslissen of een sportfederatie, een recreatieve sportfederatie of een sportvereniging al dan niet erkend wordt, zal de Regering inzonderheid het volgende in acht nemen :

1° De aard van de activiteit(en);

2° Het aantal sportbeoefenaars;

3° De eventuele organieke relaties met de communautaire, nationale, internationale en Olympische sportinstanties;

4° De geografische verdeling van de kringen waaruit zij bestaat met het oog op het waarborgen van haar representativiteit in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;

5° De verzekeringsvoorwaarden waarvan sprake is in artikel 15, 17°;

6° In voorkomend geval, de hoofdprincipes waarvan sprake is in artikel 15, 25°.

Wanneer een erkenning voorkomt in de loop van een erkenningsperiode, wordt deze toegekend tot op het einde van die erkenningsperiode.

De eerste erkenningsperiode begint op 1 januari 2009.

Art. 18. In haar advies betreffende de erkenning van een federatie of vereniging bedoeld in artikel 1, 8°, 9° en 10°, zal de Hoge raad zich inzonderheid uitspreken op basis van de criteria opgesomd in artikel 17, 2de lid.

Art. 19. Voor de in artikel 1, 8° en 9° bedoelde federaties, kan de Regering slechts één federatie erkennen per sporttak of per groep gelijkaardige sporttakken.

Voor de verenigingen bedoeld in artikel 1, 10°, kan de Regering slechts één vereniging erkennen per type specificiteit.

Art. 20. De Regering rangschikt na advies van de Hoge raad elke erkende federatie of vereniging in een categorie, zoals bepaald in artikel 1, 8°, 9° en 10° :

1° De sportfederaties;

2° De recreatieve sportfederaties;

3° De sportverenigingen.

In geval van belangrijke evolutie in de organisatie van de betrokken sport, na advies van de Hoge raad, kan de Regering op eigen initiatief of op aanvraag van een federatie of een vereniging, op elk moment, dat klassement herzien.

Art. 21. De beslissingen betreffende de erkenning en het klassement worden binnen de vier maanden volgend op de aanvraag om erkenning bij een ter post aangetekende brief aan de in artikel 1, 8°, 9° en 10° bedoelde federatie of de vereniging bekendgemaakt.

Art. 22. § 1. Bij niet-naleving van een van de verplichtingen van dit decreet of elke andere in de Franse Gemeenschap van kracht zijnde decreets- of verordeningsbepaling, kan de erkenning opgeschort of ingetrokken worden door de Regering, na advies van de Hoge raad en nadat de federatie of de vereniging uitgenodigd werd om haar argumenten te laten gelden. Die beslissing wordt onverwijld bij ter post aangetekend schrijven aan de betrokken sportfederatie of -vereniging meegedeeld.

§ 2. Bij niet-naleving van een van de verplichtingen bedoeld in 2^o of 23^o van artikel 15, stelt de Regering bij ter post aangetekend schrijven de federatie of vereniging in gebreke om zich naar bedoelde bepalingen te schikken binnen een maximumtermijn van een maand vanaf de ontvangst van de brief.

Als de federatie of de vereniging geen gevolg geeft aan de ingebrekestelling, afgezien van de sancties bedoeld in § 1, kan de Regering, nadat de federatie of de vereniging verzocht werd om haar argumenten te laten gelden, beslissen om haar subsidie(s) bedoeld in de artikelen 30 en 31 af te schaffen voor het begrotingsjaar volgend op het jaar waarop de fout werd gemaakt.

Van die beslissing wordt onverwijld aan de betrokken sportfederatie of -vereniging bij ter post aangetekend schrijven kennis gegeven.

Art. 23. § 1. De Regering bepaalt de procedure voor het indienen en onderzoeken van de beroepen tegen beslissingen voor niet-erkenning, klassement, herziening van klassement, tegen de afwezigheid van beslissing alsmede tegen de sancties bedoeld in artikel 22 van het decreet. In dat laatste geval is het beroep opschortend.

Het beroep wordt bij ter post aangetekend schrijven ingediend en bevat inzonderheid de volgende elementen :

1^o De motivatie van het beroep;

2^o De argumenten of eventuele nieuwe elementen die de federatie of vereniging wil laten gelden;

§ 2. Elk beroep tegen een beslissing betreffende de erkenning of het klassement alsmede de sanctie bedoeld in artikel 22 § 2 van het decreet moet ingediend worden binnen de dertig dagen volgend op de kennisgeving van de bestreden beslissing, en bij ontstentenis van beslissing, binnen de dertig dagen vanaf het einde van de zesde maand volgend op de datum van indiening van de aanvraag.

§ 3. De Regering neemt haar beslissing :

1^o In geval van een beroep betreffende een beslissing inzake de erkenning of het klassement : na advies van de Hoge raad, binnen de negentig dagen vanaf het beroep;

2^o In geval van een beroep betreffende een gebrek aan beslissing : na advies van de Hoge raad, binnen de dertig dagen volgend op de versturing van het beroep;

3^o Ingeval het beroep betrekking heeft op een sanctie bedoeld in artikel 22 § 2 : binnen de negentig dagen vanaf de versturing van het beroep.

§ 4. Elke beslissing betreffende de opvolging van een beroep wordt aan de federatie of vereniging bij ter post aangetekend schrijven meegedeeld.

Art. 24. Elke in artikel 1, 8^o, 9^o en 10^o bedoelde federatie of vereniging erkend door de Regering, wordt ertoe verplicht die erkenning te vermelden in haar officiële documenten.

Afdeling II. — Bijzondere bepalingen betreffende de sportpraktijk door personen die afwijkingen vertonen die aangepaste sportactiviteiten vereisen

Art. 25. De Regering kan een erkenning verlenen aan :

1^o Een vereniging die tot doel het beheer, de coördinatie en de promotie heeft van de praktijk van competitiesport, met inbegrip van topsport, door personen die afwijkingen vertonen die aangepaste sportactiviteiten vereisen;

en

2^o Een vereniging die tot doel de integratie van personen heeft die afwijkingen vertonen die aangepaste sportactiviteiten vereisen door het beheer, de coördinatie en de promotie van gediversifieerde sportactiviteiten, met inbegrip van competitie;

Voor zover zij voldoen aan de voorwaarden bedoeld bij artikel 15.

Art. 26. De bepalingen bedoeld in de artikelen 16, 17 met uitzondering van 2^o en 4^o, 18, 21, 22, 23 en 24 zijn van toepassing voor de erkenning van die verenigingen.

In afwijking van artikel 20, op het moment van hun erkenning, worden die twee verenigingen van rechtswege gerangschikt in de sportverenigingen in de zin van artikel 1, 10^o.

Art. 27. Binnen de perken van de begrotingskredieten die daartoe worden bestemd, kent de Regering een jaarlijkse werkingssubsidie toe aan de kringen die aangesloten zijn bij de verenigingen bedoeld in artikel 25.

Zij bepaalt de nadere regels voor het indienen van de aanvragen om subsidie, hun toekenningsvoorwaarden en bepaalt het bedrag door rekening te houden met de aard van hun handicap en van de uitgeoefende sporttak(ken).

Afdeling III. — Bijzondere bepalingen betreffende sport op school en sport in het hoger onderwijs

Art. 28. De Regering kan een erkenning verlenen aan :

1^o Een schoolsportvereniging zoals bepaald in artikel 1, 11^o;

2^o Een sportvereniging in het hoger onderwijs zoals bepaald in artikel 1, 13^o;

Voor zover zij aan de volgende voorwaarden voldoen :

1^o Voor de vereniging van sport op school :

a) Tot doel het beheer, de coördinatie en de promotie van sport op school hebben;

b) Voldoen aan de voorwaarden bedoeld in 1^o tot 5^o, 8^o, 12^o, 14^o, 24^o en 26^o van artikel 15;

c) Een reglement voor de dopingbestrijding opstellen en ter goedkeuring aan de Regering voorleggen met als prioriteit het accent op de informatie, de opvoeding en de preventie;

d) De sportfederatie van elk onderwijsnet opnemen en haar opleggen :

i. Ogericht te zijn als een vereniging zonder winstoogmerk overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

- ii. Een regelmatige activiteit te hebben in overeenkomst met haar doel;
 - iii. Aan de leerlingen die lid zijn de betaling van lidgeld te vragen waarvan het minimumbedrag wordt vastgelegd door haar algemene vergadering;
 - iv. Door haar algemene vergadering de bepalingen te laten aannemen opdat de deelnemers aan de activiteiten die zij ontwikkelt verzekerd zouden worden in burgerlijke aansprakelijkheid en herstel van lichamelijke schade;
 - v. De inspectie van haar activiteiten door de door de Regering daartoe gemachtigde ambtenaren te aanvaarden;
 - vi. De verspreiding van het reglement voor dopingbestrijding van de schoolsportvereniging te verzekeren bij haar leerlingen die lid zijn;
- e) Onder de leiding van een beheersorgaan staan bestaande uit een gelijk aantal vertegenwoordigers per schoolsportfederatie. Binnen het beheersorgaan kan zij niet meer dan 80 % bestuurders van hetzelfde geslacht hebben.
- 2° Voor de sportvereniging in het hoger onderwijs :
- a) Tot doel het beheer, de coördinatie en de promotie van sport in het hoger onderwijs hebben;
 - b) Voldoen aan de voorwaarden bedoeld in 1° tot 5°, 8°, 12°, 14°, 24° en 26 van artikel 15;
 - c) Een reglement voor de dopingbestrijding opstellen en ter goedkeuring aan de Regering voorleggen met als prioriteit het accent op de informatie, de opvoeding en de preventie;
 - d) Een enkel sportcentrum in het hoger onderwijs opnemen per universitaire instelling, hogeschool of instelling voor hoger kunstonderwijs zoals bepaald in artikel 1, 13° en haar opleggen :
 - i. Een regelmatige activiteit te hebben in overeenkomst met haar doel en daartoe over de nodige sportinfrastructuur te beschikken;
 - ii. Onder de leiding te staan van een raad van bestuur bestaande uit minstens zeven leden waarvan de meerderheid studenten-sportbeoefenaars is verkozen door de leden van het sportcentrum in het hoger onderwijs;
 - iii. Aan de leerlingen die lid zijn de betaling van lidgeld te vragen waarvan het minimumbedrag wordt vastgelegd door haar algemene vergadering;
 - iv. Door haar algemene vergadering de bepalingen te laten aannemen opdat de deelnemers aan de activiteiten die zij ontwikkelt verzekerd zouden worden in burgerlijke aansprakelijkheid en herstel van lichamelijke schade;
 - v. De inspectie van haar activiteiten door de door de Regering daartoe gemachtigde ambtenaren te aanvaarden;
 - vi. De verspreiding van het reglement voor dopingbestrijding van de schoolsportvereniging te verzekeren bij haar leerlingen die lid zijn;
 - e) Onder de leiding van een beheersorgaan staan bestaande uit minstens een vertegenwoordiger van elk sportcentrum in het hoger onderwijs. Binnen het beheersorgaan kan hij niet meer dan 80 % bestuurders van hetzelfde geslacht hebben.

Art. 29. De bepalingen bedoeld in de artikelen 16, 17 met uitzondering van 2° en 4°, 18, 21, 22 § 1, 23 en 24 zijn van toepassing voor de erkenning van die sportverenigingen.

In afwijking van artikel 20 op het moment van hun erkenning worden die twee verenigingen van rechtswege gerangschikt in de sportverenigingen in de zin van artikel 1, 10°.

HOOFDSTUK V. — *Subsidie*

Art. 30. § 1. De Regering kent jaarlijks aan elke sportfederatie, recreatieve sportfederatie en erkende sportvereniging een forfaitaire werkingssubsidie toe.

Die subsidie dient om een deel van de uitgaven te dekken die gedaan zijn door de erkende federaties en verenigingen om zowel hun basiswerking met als doel hun maatschappelijk doel te realiseren als de bezoldiging van het personeel van het bestuurskader van de erkende sportfederaties en van de vereniging bedoeld in artikel 25, 1° en van het personeel van de administratieve en sportkaders van de recreatieve sportfederaties en sportverenigingen te garanderen.

§ 2. Voor de sportfederaties en de vereniging bedoeld in artikel 25, 1°, is de subsidie die aan elk van hen wordt toegekend gelijk aan de hoogste werkingssubsidie uitbetaald in de loop van de drie jaren die voorafgaan aan de inwerkingtreding van dit decreet op basis van de bepalingen van het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel 51.

Voor de recreatieve sportfederaties en de sportverenigingen is de subsidie die toegekend wordt aan elk van hen gelijk aan de hoogste subsidie die uitbetaald is in de loop van de drie jaren die aan de inwerkingtreding van dit decreet voorafgaan door de werkingssubsidie en de aanvullende subsidie die uitbetaald worden op basis van de bepalingen van het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel 51 op te tellen.

§ 3. De forfaitaire werkingssubsidie wordt verhoogd met :

1° 2,5 % als de betrokken federatie of vereniging tussen 20 en 33 % van de sportbeoefenaars telt die behoren tot het minderheidsgenre;

2° 5 % als de betrokken federatie of vereniging meer dan 33 % sportbeoefenaars telt die behoren tot het minderheidsgenre.

§ 4. Het bedrag van de forfaitaire werkingssubsidie is gebonden aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Het indexcijfer van de consumptieprijzen is die van kracht op 1 december 2007.

§ 5. Wanneer nieuwe middelen worden ontwikkeld, worden die verdeeld over de verschillende begunstigden naar rato van de bedragen vastgelegd op basis van de in dit artikel bepaalde berekeningswijze.

§ 6. De Regering bepaalt de procedure voor het indienen van de aanvragen en de voorwaarden voor het toekennen van de forfaitaire werkingssubsidie.

Art. 31. § 1. De Regering kan aan de erkende sportfederaties alsmede aan de vereniging bedoeld in artikel 25, 1°, een aanvullende subsidie toekennen die bestemd is voor de ondersteuning van een programmaplan voor de ontwikkeling van topsport met inbegrip van het personeel van het sportkader nodig voor de uitvoering ervan.

Het programmaplan strekt over een periode van vier jaar, beginnende op 1 januari volgend op de Olympische en paralympische zomerspelen en eindigt op 31 december volgend op de volgende Olympische en paralympische zomerspelen.

Voor de sportfederaties die een wintersporttak beheren, wordt de spreidingsperiode van de programmaplannen bepaald door rekening te houden met de tijdslimieten in verband met de Olympische en paralympische winterspelen.

De sportfederaties en de vereniging bedoeld in artikel 25, 1° actualiseren jaarlijks hun programmaplan. Daartoe delen zij inzonderheid aan de Regering een activiteitenverslag betreffende het vorige begrotingsjaar.

De sportfederaties die een sporttak beheren die behoort tot het programma van de Olympische zomer- of winterspelen, wanneer hun programma ten einde komt, maken een verslag over de vier jaar van het programmaplan over aan de Regering. Dezelfde verplichting geldt voor de vereniging bedoeld in artikel 25, 1° wat betreft de paralympische spelen.

§ 2. Om het bedrag van de subsidie bedoeld in § 1 vast te leggen bepaalt de Regering voor elke sportfederatie en voor de vereniging bedoeld in artikel 25, § 1 :

1° De activiteiten die voor een subsidie in aanmerking komen;

2° De aard van de uitgaven die kunnen worden toegelaten met inbegrip van de subsidie die in voorkomend geval bestemd is om de uitgaven te dekken inzake bezoldiging van het personeel van het sportkader;

3° De interventieplafonds die eventueel van toepassing zijn voor de toelaatbare uitgaven.

De Regering kan een plafond vastleggen op het totaal bedrag van de toelaatbare uitgaven.

§ 3. De Regering bepaalt de te volgen procedure voor het indienen van het programmaplan waarvan sprake is in § 1. Daarenboven bepaalt zij de minimale richtingen die het programmaplan moet bevatten.

Art. 32. Bij uitzonderlijke gevallen of nieuwe situatie die voorkomt in een erkende federatie of vereniging, kan de Regering op eigen initiatief of op aanvraag van de betrokken federatie of vereniging, een evaluatie voeren van de factoren die een belangrijke evolutie zouden kunnen veroorzaken, positief of negatief, van haar werkingsuitgaven en in functie daarvan de jaarlijkse forfaitaire werkingssubsidie aanpassen die haar wordt toegekend.

Art. 33. § 1. Een voorschot op de jaarlijkse forfaitaire werkingssubsidie bedoeld in artikel 30 wordt gestort aan de rechthebbenden in de loop van het eerste trimester van het lopende jaar.

Dat voorschot bedraagt 80 % van het bedrag dat voor hetzelfde doel het jaar voordien aan dezelfde rechthebbende uitbetaald werd. Het saldo wordt uitbetaald op het einde van het eerste semester van het lopende jaar.

§ 2. In de loop van het eerste trimester van het lopende jaar kan een voorschot op de in artikel 31 bedoelde subsidie worden uitbetaald. Die kan niet hoger zijn dan 80 % van het bedrag van de subsidie die uitbetaald werd het jaar voordien voor hetzelfde doel aan dezelfde rechthebbende.

Een aanvullend voorschot kan uitbetaald worden voor zover de in artikel 25, 1° bedoelde sportfederatie of vereniging de boekhoudkundige aanwending van het eerste voorschot heeft verantwoord.

§ 3. Een deel of het geheel van een niet-gemotiveerde subsidie zal onverwijld teruggevorderd worden en ten laatste op het moment van de uitbetaling van het daaropvolgend voorschot of de daaropvolgende subsidie aan de rechthebbende op basis van dit decreet of van elke andere verordeningstekst.

Art. 34. De subsidies bepaald in de artikelen 30 en 31 van dit decreet zijn inzonderheid bestemd voor de bezoldiging van het administratief en sportkader tewerkgesteld door de sportfederaties en –verenigingen bedoeld in artikel 1, 8°, 9° en 10° van dit decreet en erkend door de Franse Gemeenschap.

Art. 35. De erkende federaties en verenigingen moeten als een goed huisvader de jaarlijkse forfaitaire werkingssubsidie beheren die hen toegekend wordt en die aanwenden om uitsluitend hun administratieve, technische en organisatorische opdrachten te vervullen. Die fondsen kunnen noch rechtstreeks noch onrechtstreeks dienen voor de financiering van hun aangesloten kringen en voor andere subsidiaire structuren.

Zij verbinden zich ertoe alles in het werk te stellen om de diensten van een kwaliteitspersoneel te verzekeren.

Als de controle bedoeld in artikel 15, 14° wijst op een niet-naleving van die bepalingen of de boekhoudkundige wetgeving, de wet op de verenigingen zonder winst oogmerk of de sociale en fiscale wetten, kan de Regering nadat de federatie of de vereniging verzocht werd om haar argumenten te laten gelden, tegen haar een sanctie uitroepen bedoeld in artikel 22.

Zij kan in het kader van die procedure en alvorens erover te beslissen, aan de betrokken algemene vergadering van de federatie of de vereniging vragen om een audit bij een bedrijfsrevisor te bestellen, op haar eigen kosten.

Art. 36. § 1. Ingeval van een nieuwe erkenning wordt, voor de toepassing van artikel 30, de forfaitaire subsidie berekend in functie van het gemiddelde van het totaal van de forfaitaire subsidies toegekend aan het geheel van de federaties of verenigingen gerangschikt in dezelfde categorie, in verhouding tot het aantal sportbeoefenaars van de betrokken federatie of vereniging.

§ 2. Voor de toepassing van artikel 31 zal het bedrag van de voorschotten bedoeld in artikel 33, 2° geëvalueerd worden op basis van de inhoud van het programmaplan ingediend door de recent erkende sportfederatie.

Art. 37. Vanaf het begrotingsjaar 2007 worden binnen de organisatie-afdeling « Sport » van de begroting van de Franse Gemeenschap zes basisallocaties opgericht luidend als volgt :

1° Forfaitaire subsidiëring van de werking van de erkende sportfederaties;

2° Subsidiëring van de programmaplannen van de erkende sportfederaties en de vereniging bedoeld in artikel 25, 1°;

3° Forfaitaire subsidiëring van de werking van de erkende recreatieve sportfederaties;

4° Forfaitaire subsidiëring van de werking van de erkende sportverenigingen met uitzondering van die bedoeld in 5° en 6° van dit artikel;

5° Forfaitaire subsidiëring van de werking van een vereniging die tot doel het beheer, de coördinatie en de promotie van de praktijk van een competitiesport, met inbegrip van topsport, heeft door de personen die afwijkingen vertonen die aangepaste sportactiviteiten vereisen en van een vereniging die zorgt voor de integratie van de personen met afwijkingen die aangepaste sportactiviteiten vereisen door het beheer, de coördinatie en de promotie van gediversifieerde erkende sportactiviteiten, met inbegrip van competitie;

6° Forfaitaire subsidiëring van de werking van een erkende schoolsportvereniging en van een erkende sportvereniging in het hoger onderwijs.

HOOFDSTUK VI. — *Omkadering, vorming en subsidiëring**Afdeling I. — Omkadering.*

Art. 38. Na raadpleging van de betrokken sportfederaties en –verenigingen, stelt de Regering, inzake omkadering, minimale normen vast, zowel op kwalitatief als kwantitatief vlak.

Afdeling II. — Vorming en subsidiëring

Art. 39. De vorming van de sportkaders bevat een vorming die specifiek is voor elke sporttak of groep gelijkaardige sporttakken, die, in voorkomend geval, voorafgegaan wordt, naargelang van het niveau, door een algemene vorming.

Art. 40. § 1. De Regering organiseert algemene vormingen. Zij bepaalt :

- 1° De organisatiemodaliteiten;
- 2° Het programma en de inhoud;
- 3° De toegangsvoorwaarden;
- 4° De evaluatiemodaliteiten;
- 5° De kwalificaties en/of in voorkomend geval de nuttige ervaring vereist van de personen;
- 6° De voorwaarden voor de vrijstelling van vormingsmodules;
- 7° De modaliteiten voor de uitreiking en de homologatie van de slaagattesten.

Die vorming bevat inzonderheid de volgende vakken :

- 1° Organisatie van sport;
- 2° Methodologie;
- 3° Evaluatie van de lichamelijke kwaliteiten;
- 4° Het sportrecht.

§ 2. De Regering kan de organisatie voor een deel of het geheel van de algemene vormingen delegeren aan :

- 1° De openbare of privé-instellingen voor onderwijs;
- 2° De openbare of privé-instellingen gespecialiseerd in vorming.

§ 3. De Regering kan een deel of het geheel van de algemene vormingen die door de openbare of privé-instellingen voor onderwijs of door openbare of privé-instellingen gespecialiseerd in vorming georganiseerd worden, erkennen.

Art. 41. § 1. De Regering stelt de federaties en de verenigingen aan die toegelaten worden om vormingen te organiseren die specifiek voor hen zijn.

Na beraadslaging van de aangestelde federatie of vereniging, bepaalt zij voor elk type en elk vormingsniveau een lijst van te bereiken doelstellingen in verband met :

- 1° Het bevoegdheidsgebied;
- 2° De organisatiemodaliteiten;
- 3° Het programma en de inhoud;
- 4° De toegangsvoorwaarden;
- 5° De evaluatiemodaliteiten;
- 6° De kwalificaties en/of, in voorkomend geval, de nuttige ervaring die vereist is van de personen;
- 7° De voorwaarden voor de vrijstelling van vormingsmodules;
- 8° De modaliteiten voor de homologatie van brevetten.

Die specifieke vormingen hebben inzonderheid betrekking op de volgende vakken :

- 1° Toegepaste fysiologie;
- 2° Didactiek;
- 3° Technische en pedagogische aspecten van het vak.

§ 2. Mits de toestemming van de Regering kunnen de aangestelde federaties en verenigingen de organisatie van een deel of een geheel van de vormingen die specifiek zijn delegeren aan :

- 1° Openbare of privé-instellingen voor onderwijs;
- 2° Openbare of privé-instellingen gespecialiseerd in het betrokken vak.

§ 3. De Regering kan, na raadpleging van de betrokken aangestelde federaties of verenigingen een deel of het geheel van de specifieke vormingen erkennen georganiseerd door openbare of privé-instellingen voor onderwijs of door openbare of privé-instellingen gespecialiseerd inzake vorming.

§ 4. De aangestelde federaties en verenigingen reiken brevetten uit die de specifieke vormingen bekrachtigen die ze voor homologatie voorleggen aan de Regering.

Art. 42. De Regering wordt ertoe gemachtigd, onder de voorwaarden die zij bepaalt, rechtstreeks of via delegatie, vormingen te organiseren die specifiek zijn voor sporttakken die niet georganiseerd worden in het kader van een federatie of een vereniging.

Art. 43. § 1. De Regering kan bijzondere vormingen organiseren, inzonderheid voor :

- 1° De sportleiders;
- 2° De ambtenaren die met de sport belast zijn;
- 3° De beheerders van sportinfrastructuren;
- 4° De personeelsleden belast met sport.

§ 2. De Regering kan de organisatie van een deel of het geheel van de bijzondere vormingen delegeren aan :

- 1° Openbare of privé-instellingen voor onderwijs;
- 2° Openbare of privé-instellingen gespecialiseerd in de vorming.

Daartoe stelt zij, in voorkomend geval, in overleg met instellingen erkend voor hun bijzondere bekwaamheden in de betrokken tak, voor elk type en elk niveau bijzondere vorming :

- 1° Het bevoegdheidsgebied;
- 2° De voorwaarden tot de organisatie;
- 3° Het programma en de inhoud;
- 4° De toegangsvoorwaarden;
- 5° De evaluatiemodaliteiten;
- 6° De kwalificaties en/of, in voorkomend geval, de nuttige ervaring vereist van de personen;
- 7° De voorwaarden voor de vrijstelling van vormingsmodules;
- 8° De modaliteiten voor het uitreiken en het homologeren van brevetten.

Die vormingen bevatten inzonderheid de volgende noties :

- 1° Boekhouding;
- 2° Beheer;
- 3° Beheer van human resources.

§ 3. De Regering kan een deel of het geheel van de bijzondere vormingen georganiseerd door organisaties of instellingen die gereputeerd zijn in het betrokken domein erkennen.

Art. 44. Vanaf het begrotingsjaar 2007 wordt binnen de organisatie-afdeling « Sport » van de begroting van de Franse Gemeenschap een basisallocatie opgericht met als titel « subsidiëring van de kadervormingen ».

Art. 45. De Regering bepaalt de modaliteiten voor het indienen van de aanvragen om subsidies inzake vorming van kaders door de erkende federaties en verenigingen. Zij bepaalt er de toekenningsvoorwaarden en bedragen van.

HOOFDSTUK VII. — *Evaluatie van het decreet.*

Art. 46. Om de vier jaar wordt dit decreet geëvalueerd.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de evaluatie en maakt de conclusies over aan het Parlement.

HOOFDSTUK VIII. — *Wijzigings-, opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 47. In artikel 2, en artikel 12, 1° van het decreet van 12 juli 2001 betreffende de erkenning en de subsidiëring van het Belgisch Interfederaal en Olympisch Comité, worden de woorden « decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap » vervangen door « decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap ».

Art. 48. In artikel 1, 3° en artikel 7, 4de lid van het decreet van 24 november 2006 betreffende de toekenning van de vergunning van sportschutter, worden de woorden « decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap » vervangen door « decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap ».

Art. 49. In artikel 1, 7de streepje, van het decreet van 17 december 2003 betreffende de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sectoren en houdende diverse bepalingen, worden de woorden « decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap » vervangen door « decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap ».

Art. 50. In artikel 6, 1°, c) van het decreet van 12 mei 2004 ter bepaling van de voorwaarden voor de toekenning van subsidies voor de organisatie van sportactiviteiten in de wijk, worden de woorden « decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap » vervangen door « decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap ».

Art. 51. Het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap gewijzigd bij het decreet van 31 mei 2000, aangepast bij het decreet van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 november 2001 genomen ter uitvoering van artikel 5 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de Euro, gewijzigd bij de decreten van 20 juni 2002 en 27 maart 2003 alsmede bij het programmadecreet van 17 december 2003, wordt opgeheven.

Art. 52. De beslissingen voor de erkenningen toegekend op basis van het decreet bedoeld in artikel 51 worden behouden tot 31 december 2008.

De erkenningen toegekend tussen 1 januari 2008 en 31 december 2008 zullen ten einde lopen op 31 december 2008.

Art. 53. Zodra dit decreet in werking treedt, zal het klasement van de federaties en verenigingen erkend op basis van het decreet bedoeld in artikel 51, herzien worden door de Regering, na advies van de Hoge raad, teneinde die te rangschikken in een van de categorieën bedoeld in artikel 20.

De erkende verenigingen bedoeld in de artikelen 25 en 28 zullen van rechtswege gerangschikt worden in de categorie bedoeld in artikel 20, 3°.

Art. 54. De erkenningsprocedures die lopende zijn bij de inwerkingtreding van dit decreet worden geregeld door de bepalingen van kracht bij het indienen van de aanvraag om erkenning. De procedures voor het klasement worden evenwel bij de datum van inwerkingtreding van dit decreet bepaald door artikel 20.

Art. 55. Het boekhoudingsmodel bedoeld in artikel 15, 8° treedt in werking op 1 januari 2010.

Art. 56. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2008.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 8 december 2006.

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente en Minister van Hoger onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
C. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. FONCK

Nota

(1) *Zitting 2006-2007*

Stukken van de Raad. — Decreetontwerp nr. 308-1. — Commissieamendementen, nr. 308-2. — Verslag nr. 308-3. *Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 28 november 2006.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 867

[2007/200391]

1^{er} DECEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les barèmes de référence pour l'octroi des subventions aux milieux d'accueil de la petite enfance

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 2002, portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé : O.N.E., notamment l'article 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, tel que modifié par les arrêtés du 24 septembre 2003, 17 décembre 2003, 28 avril 2004, du 9 décembre 2005;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 26 octobre 2006;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés les 23 et 24 octobre 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 octobre 2006;

Vu l'urgence justifiée par le fait que la revalorisation des échelles barémiques applicable au personnel subventionné des milieux d'accueil a fait l'objet d'un protocole d'accord signé le 15 septembre 2006 ainsi que d'une Convention collective du travail du 18 septembre 2006 applicables au secteur des milieux d'accueil d'enfants qui prévoient que la première phase d'application de la revalorisation produit ses effets au 1^{er} juillet 2006 et doit pour se faire être mise en œuvre pour le dernier trimestre de l'année budgétaire 2006 de l'O.N.E.; que l'application des dites échelles barémiques dans le cadre du subventionnement des milieux d'accueil est rendue impossible compte tenu du dépassement des barèmes de référence fixés à titre de plafond par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil et constitués par les échelles barémiques applicables aux membres du personnel de l'O.N.E.; que dans l'attente de la modification des dispositions de l'arrêté du 27 février 2003 et de la fixation des barèmes de référence, la revalorisation des échelles barémiques applicable au personnel subventionné des milieux d'accueil ne peut être mise en œuvre;